

## Au sommaire

- 5 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**  
**Urbanisme / Construction.** Classement en espace boisé et mise en œuvre d'une servitude de passage prévue dans un titre antérieur
- 6 ENTREPRISE**  
**Liquidation judiciaire.** Déclaration d'insaisissabilité d'un immeuble en indivision et défaut de qualité pour agir du liquidateur  
**Entreprises en difficulté.** La caution qui garantit le solde du compte courant peut bénéficier des remises postérieures à l'ouverture de la procédure
- 8 FAMILLE - PATRIMOINE**  
**Donation-partage.** Jeu du droit de retour conventionnel en cas d'incorporation d'un don manuel à une donation-partage  
**Testament.** Absence de nullité pour insanité d'esprit du testament rédigé plusieurs mois après la mise sous curatelle
- 10 FISCAL**  
**Impôt de solidarité sur la fortune.** Conditions du bénéfice de l'abattement sur la valeur des surfaces boisées
- 11 RURAL**  
**Baux ruraux.** Congé fondé sur l'âge du preneur et justification de l'emploi des biens par le bailleur
- 12 PROFESSION**  
**Notaires.** Aménagements des tarifs réglementés  
**Responsabilité notariale.** Clause de conciliation-médiation et recevabilité de l'action directe engagée par l'acquéreur contre le notaire

## À LA Une

### Vente du logement familial appartenant à une SCI gérée par l'un des époux

**L**orsqu'un immeuble constitue le logement familial et qu'il appartient à une société civile immobilière dont les époux sont associés, la validité de la vente de cet immeuble par le mari gérant est-elle subordonnée au consentement de l'épouse, au titre de l'article 215, alinéa 3, du Code civil ?  
 L'arrêt de la 1<sup>re</sup> chambre civile de la Cour de cassation du 14 mars 2018, qui ne manquera pas d'intéresser les praticiens, répond à cette question, en rappelant les conditions à remplir pour bénéficier de la protection accordée par l'article 215, alinéa 3, du Code civil. > **LIRE P. 1**

*Un encart publicitaire « Recherche instantanée Lextenso » est joint au présent numéro*